

RIGUEUR BUDGÉTAIRE

Sellal contredit Djoudi

La prudence en matière de dépenses publiques, prônée par le ministre des Finances, Karim Djoudi, n'est pas reflétée dans une démarche coordonnée du gouvernement. Envers les populations du Sud notamment, la générosité gouvernementale est grande, voire imprudente par ces temps qui sentent les effets de la crise économique mondiale et une conjoncture qui voit les prix du pétrole baisser.

Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir) - Le premier argentier du pays, qui s'est exprimé jeudi dernier, en marge de la plénière de l'Assemblée populaire nationale (APN), consacrée aux questions orales des députés et aux réponses des membres de l'Exécutif, a recommandé de la prudence dans les deux budgets de fonctionnement et d'équipement. «La prudence nous oblige aujourd'hui à être beaucoup plus nuancé sur les augmentations de salaires. C'est comme dans une famille, si vous tirez trop sur la corde, vous risquez de tout perdre. Il faut

être très prudent sur les salaires, parce que si on va au-delà, on met en difficulté l'avenir de nos équilibres budgétaires». C'est là une manière de préparer l'opinion à un plus que probable retour à l'austérité budgétaire. Les revalorisations salariales, concédées dans la précipitation par le gouvernement pour s'éviter les vents de la protestation dans le sillage des révoltes arabes, ont tiré vers le haut les dépenses, a expliqué Djoudi, avertissant qu'il va falloir maintenant se résoudre à des restructurations et des rattrapages. La précaution à laquelle invite le



Sellal dépense pour faire face à la contingence politique immédiate.

ministre des Finances est démentie continuellement par la démarche du gouvernement qui ne se résout toujours pas à être moins dépensier.

Aux populations du Sud, aux jeunes chômeurs notamment qui ont manifesté à plusieurs reprises, le gouvernement ouvre la manne sans

compter : des projets à taux bonifiés, pour ne pas dire sans intérêts, des recrutements tous azimuts et des projets de réalisations d'infrastructures et des équipements décidés à une vitesse déconcertante.

A lui seul, le corps de la police a décidé de recruter près de 12 000 jeunes, entre policiers et agents assimilés, rien que dans les wilayas du Sud. Autrement dit, ce sont 12 000 postes budgétaires non prévus à créer. Une démarche qui ne semble donc pas cadrer avec la prudence à laquelle appelle Djoudi.

Si le ministre des Finances anticipe une conjoncture financière difficile et prépare à l'austérité budgétaire, le Premier ministre, lui, réagit et dépense pour faire face à la contingence politique immédiate. Evidemment, l'attitude du gouvernement vide de sens la prudence budgétaire clamée par Djoudi.

S. A. I.

FINANCEMENT DU LOGEMENT

Les banques publiques engagent 15 milliards de dollars

Quinze milliards de dollars. C'est le montant que les banques publiques engagent pour financer la réalisation de 300 000 logements notamment de types location-vente (LV) et promotionnel public (LPP).

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Ainsi, une convention de financement pour réaliser les projets de LPP a été signée, hier, par le Crédit populaire d'Algérie (CPA) au nom de l'ensemble des banques publiques, et l'Entreprise nationale de promotion immobilière (ENPI).

Cette convention permet au CPA, désigné comme chef de file des banques publiques et comme coordinateur et interlocuteur unique, de financer les projets de l'ENPI qui vise à réaliser plus de 150 000 logements de type LPP.

Une autre convention a été signée fin avril pour financer la réalisation de 100 000 logements publics de type LV par les banques publiques sur les 150 000 logements que l'AADL (Agence de l'amélioration et du développement du logement) compte réaliser en 2013 et 2014. Ainsi, le montant global du financement consenti par les banques publiques dans les deux conven-

tions avoisine les 1 200 milliards de dinars, soit près de 15 milliards de dollars.

Les banques suppléent au Trésor public

Dans la mesure où les banques injectent leurs surplus au profit de projets publics, cette opération est, relève-t-on au niveau du CPA, «la plus grosse opération de financement par concours bancaire dans l'histoire de l'Algérie, et l'une des plus importantes opérations au niveau mondial», dira le président-directeur général du CPA, Mohamed Djellab. Voire «une mutation très importante», selon M. Djellab, pour le secteur de l'habitat qui couvre désormais la grande part du coût de ses projets par le financement bancaire et non pas par le recours direct au Trésor public. De son côté, le ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme, Abdelmadjid Tebboune, a considéré que

«l'Algérie vient, grâce à ces conventions, de franchir une étape extrêmement importante dans la reconversion de l'économie nationale».

Cette transition du financement budgétaire vers le financement bancaire vise essentiellement à garantir la continuité des projets publics et aller vers une économie marchande, selon M. Tebboune.

«Ces conventions qui couronnent quatre mois de concertation et de négociations ont pour but de changer le modèle du financement de logements, en impliquant davantage les banques publiques dans cette opération», relève M. Tebboune.

C'est «une démarche purement économique», souligne le ministre de l'Urbanisme qui estime que cette «première» devrait permettre de suppléer l'intervention du Trésor public, d'«ouvrir le secteur de l'habitat comme les autres secteurs d'activités au concours bancaire public».

Cela même si le secteur bancaire privé a toute latitude d'opérer dans le cadre du financement de la promotion immobilière.

La réalisation des logements promotionnels publics lancée

«Après la signature de ces conventions de financement et l'attribution des assiettes foncières nécessaires, toutes les conditions sont réunies pour le lancement des projets de logements que le citoyen attend avec beaucoup d'espoir», a ajouté le ministre de l'Habitat. A ce titre, l'ENPI entamera dans quelques semaines, les projets de réalisation de logements LPP qui seront réservés à la classe moyenne dont le revenu mensuel ne permet pas de bénéficier ni du logement social ni du logement AADL.

Voire, la réalisation des premiers LPP sera lancée d'«ici une semaine à Ouled Fayet (ouest d'Alger)», a indiqué M. Tebboune, soucieux de booster le développement de cette formule d'accès au logement. Concernant les délais de réalisation, le ministre de l'Habitat a indiqué que l'objectif est de ne pas dépasser les 24 mois. Un objectif, au demeurant, réalisable, concède M. Tebboune.

C. B.

COMMERCE

5 000 nouveaux importateurs s'incrusteront dans le marché

Avec près de 80 000 nouveaux inscrits au Registre du commerce (79 710), le nombre des commerçants est passé à près de 1,6 million à fin 2012 selon les statistiques diffusées par le CNRC (1 596 352), enregistrant une croissance de 5,3% par rapport à l'exercice précédent.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - Le nombre de commerçants a connu une progression continue, ponctuée par deux pics pour la décennie 1982-1992 qui a vu le monopole sur le commerce extérieur supprimé et celle de 2002-2012, correspondant au lancement des plans de soutien à la croissance économique.

Ce nombre, qui s'est multiplié par 13,5 en 50 ans d'indépendance (118 936 en 1962), a crû respectivement de 217% et de 105% durant les deux décades précitées. Le ratio, précise le bilan du CNRC répercuté par

l'APS, est passé d'un commerçant pour 90 habitants en 1962 à un commerçant pour 23 habitants en 2012. «De cette situation découle une meilleure couverture du marché», a-t-on estimé.

Dans le détail, ce sont 1 457 548 personnes physiques (91,3%) et 138 804 personnes morales (8,8%) qui exercent le commerce.

Alger, la capitale, enregistre ainsi la plus forte concentration avec 207 000 opérateurs (13%) au moment où les wilayas du Sud réunies ne totalisent pas le 1%. Les nouvelles entreprises ont généré un million d'emplois.

Les inscriptions au Registre du commerce pour l'année 2012 renseignent sur une tendance évolutive en matière de création d'entreprises et, proportionnellement, des emplois déclarés. 359 310 entreprises ont, soit subi un changement de statut et/ou de siège social, soit un changement de domaine d'ac-

tivité, ou alors l'entrepreneur a carrément créé une nouvelle entreprise. Le bilan fait ainsi état de la création de 181 150 nouvelles entreprises qui ont généré plus d'un million d'emplois.

Par secteur d'activité, les services et le commerce restent les plus attractifs : «Avec 77 713 nouvelles entreprises, les services totalisent près de la moitié des nouvelles entités (42,9%), le commerce de détail avec 63 403 (35%), le commerce de gros avec 7 246 (4%) et l'import-export avec 5 072 (2,8%) viennent en seconde position.».

Tirés par la dépense publique et le financement d'importants programmes d'équipement, ceux du bâtiment et de l'industrie n'ont vu créer que 27 173 nouvelles entités, soit à peine 15% du total. Quant à l'artisanat, il n'a évolué que de 0,3% pour 543 nouvelles entreprises.

L. H.

SALON SIPSA-AGRO-FOOD ET AGROEXPO

La valorisation des filières au programme

La 13e édition du Sipsa-Agroexpo et Agroexpo qui se tiendra du 15 au 18 de ce mois à la Safex s'annonce sous le signe de la valorisation des filières du secteur agricole et de la transformation des produits des différentes régions du pays.

Pour les organisateurs de la manifestation, la nouvelle édition du Sipsa Agroexpo promet des initiatives nouvelles et une édition complète.

Outre Agroexpo, introduit pour l'édition de l'année passée, cette édition verra aussi le rapprochement du salon Agroexpo issu de la Safex et de Filaha. Les secteurs concernés sont notamment les productions végétales et le machinisme agricole. «Nous voulons que tous les secteurs de l'agriculture soient présents et faire aussi de la valorisation par la transformation de ces produits et aller jusqu'au consommateur, c'est une chaîne logique que nous suivons pour arriver à concrétiser le grand Salon international de l'agriculture et de l'agroalimentaire», a expliqué le docteur Bensemmane du comité d'organisation de la rencontre.

Il annoncera aussi l'organisation d'un parc animalier avec la présence des animaux de la ferme, de races locales telles que les moutons, chèvres et petits élevages, volailles, lapins et pintades ainsi que la présentation de vaches de races laitières et à viande.

Concernant ce dernier point, l'intervenant évoquera l'importance de la filière lait et de l'intensification des élevages laitiers dans la politique de renouveau agricole et rural. Il évoquera aussi la filière viandes avec la mise en place des abattoirs régionaux de grandes capacités et de l'organisation de la transformation pour l'industrie des viandes et produits carnés.

Agrofood ambitionne aussi d'aller vers le consommateur avec l'organisation de dégustations de produits du terroir dont le miel, les olives, les céréales et les boissons fruitées pour lesquelles sont utilisées les matières premières locales.

Le Salon se veut aussi être un moteur pour la production nationale à travers notamment la communication, la formation, la mise en relation d'affaires ainsi que de faciliter le partenariat avec les fournisseurs étrangers.

Il s'agira aussi, selon M. Bensemmane, de favoriser les joint-ventures et l'investissement gagnant-gagnant. Le thème principal du Salon est «50 ans d'agriculture en Algérie, synergies fertiles pour la vie» à l'occasion du cinquantenaire de l'indépendance. Les organisateurs annoncent aussi la participation de 350 exposants issus d'une trentaine de pays.

F.-Zohra B.